

Tarifs douaniers Canada-États-Unis : Pas assez pour compromettre les perspectives des actions canadiennes

24 août 2026

Éric Morin, chef mondial de la recherche

Contexte : ce qui s'est passé

L'échec des pourparlers commerciaux entre le Canada et les États-Unis est décevant. Les négociations semblaient sur le point d'aboutir avant d'échouer à la dernière minute, les deux parties s'accusant mutuellement d'avoir rouvert certains dossiers ou ajouté des exigences inacceptables. Les principaux points d'achoppement auraient notamment porté sur les camions de poids moyen et de poids lourd, ainsi que sur la capacité du Canada à négocier des accords commerciaux de façon indépendante.

Les nouveaux droits de douane américains sont importants pour les secteurs touchés, mais leur portée macroéconomique demeure limitée : des droits de 50 % sur environ 20 G\$ US de produits canadiens, soit à peu près 5 % des exportations vers les États-Unis. Le taux effectif moyen des droits de douane américains appliqués au Canada devrait augmenter de 2,5 points de pourcentage, pour s'établir à 8,4 %.

Incidences économiques et perspectives

Le choc économique direct devrait demeurer gérable. Le soutien budgétaire et les mesures de crédit d'Ottawa, et possiblement des provinces, devraient en amortir une partie. Nous prévoyons un effet défavorable net d'environ 0,2 point de pourcentage sur la croissance du PIB. Le choc pourrait nuire aux entreprises et aux régions exposées, mais les estimations continuent de pointer vers un choc microéconomique, et non vers un choc macroéconomique important.

Pour la Banque du Canada, le différend crée une combinaison difficile de croissance plus faible et de hausse des prix des biens, si le Canada riposte. Cela devrait inciter les responsables des politiques à faire preuve de plus de prudence dans le resserrement monétaire. Nous ne prévoyons que 25 points de base de hausses de taux au cours des 12 prochains mois, contre près de 75 points de base actuellement escomptés par les marchés. Le message est semblable du côté des devises : la réaction initiale du dollar canadien (CAD) a été négative, mais contenue, et nous continuons de prévoir une appréciation au fil du temps, soutenue par la reprise de la croissance au Canada et par un contexte de faiblesse du dollar américain. La volatilité du CAD à court terme devrait demeurer élevée compte tenu des pourparlers commerciaux et de l'impasse entre les États-Unis et l'Iran (ce qui rend les prix du pétrole volatils).

Notre scénario de base n'est pas celui d'une rupture permanente. Nous nous attendons à une reprise des négociations. Nous nous attendons à une entente commerciale plus limitée que l'ACEUM, avec le maintien de certains droits de douane et des conditions additionnelles. Le calendrier demeure incertain. Le report par le Canada de ses représailles jusqu'en septembre laisse une étroite fenêtre de désescalade. Nous nous attendons toujours à ce que les deux gouvernements cherchent à conclure une entente, mais les examens annuels (de l'accord commercial) signifient que l'incertitude commerciale devrait vraisemblablement persister, ce qui renforce l'argument en faveur d'une plus grande diversification des échanges commerciaux du Canada.

Pourquoi nous demeurons favorables au TSX

Le marché boursier n'est pas l'économie. Nous maintenons notre recommandation de surpondérer tactiquement les actions canadiennes au cours des 12 prochains mois.

La Bourse de Toronto (TSX) se concentre sur les services financiers, l'énergie et les matériaux, tandis que l'exposition aux tarifs douaniers se concentre davantage sur certains secteurs industriels et de consommation. L'énergie et les matériaux ne sont pas les principales cibles, et l'exposition du Canada aux produits de base et aux minéraux critiques devrait soutenir les flux de trésorerie, servir de couverture contre les risques géopolitiques et inflationnistes et diversifier les portefeuilles par rapport aux marchés américains à forte pondération technologique.

Sur un plan plus structurel, la politique canadienne en matière de ressources naturelles et d'infrastructures passe de la stratégie à l'exécution, ce qui crée des vents favorables pour les actions à moyen terme. La demande des pays alliés pour des approvisionnements sûrs en ressources naturelles, ainsi que les investissements nationaux dans les infrastructures et la défense, devraient accroître la croissance tendancielle de 0,3 point de pourcentage à moyen terme et générer des retombées pour les actions canadiennes, en particulier dans les secteurs de l'énergie, des matériaux et de l'industrie.

Le portefeuille de projets est vaste. Les projets du Bureau des grands projets (BGP) totalisent près de 200 G\$ CA, soit environ 6 % du produit intérieur brut (PIB). Abstraction faite des projets du BGP, Ressources naturelles Canada a recensé près de 350 projets de ressources naturelles planifiés ou proposés en 2024, totalisant presque 250 G\$ CA, soit environ 8 % du PIB, sur l'horizon de la prochaine décennie. Le plan du Canada visant à faire passer les dépenses de base en défense de 2 % à 3,5 % du PIB impliquerait une impulsion cumulative d'environ 8 % du PIB sur 10 ans. L'engagement d'Ottawa à attribuer 70 % des contrats d'approvisionnement en défense à des entreprises canadiennes devrait aussi soutenir la fabrication, l'ingénierie, les services technologiques et les chaînes d'approvisionnement au pays.

Pour savoir comment Gestion globale d'actifs CIBC peut vous aider à obtenir des résultats de placement pertinents, communiquez avec votre conseiller ou votre représentant CIBC. Pour en savoir plus, communiquez avec nous sur [LinkedIn](#) et [YouTube](#).

Pour en savoir plus, visitez le site cibc.com/gga.

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de Gestion globale d'actifs CIBC en date d'août 2026, à moins d'indication contraire, et peuvent changer en tout temps. Gestion globale d'actifs CIBC n'assume aucune obligation ni responsabilité quant à la mise à jour de ces opinions.

Ce document vise à donner des renseignements généraux et ne constitue aucunement des conseils financiers, fiscaux, juridiques, comptables ou de placement. Il ne doit être considéré ni comme des prévisions sur le rendement futur des marchés ni comme une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente des titres mentionnés. La situation personnelle de chacun et la conjoncture doivent être prises en compte dans une saine planification des placements. Toute personne voulant utiliser les renseignements contenus dans le présent document doit d'abord consulter son conseiller.

Les énoncés prospectifs comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, qui dépendent d'événements ou de conditions futurs ou qui y font référence, ou qui comprennent des termes comme « s'attendre à », « prévoir », « compter », « planifier », « croire », « estimer » ou d'autres termes similaires. De plus, tous les énoncés qui peuvent être faits concernant le rendement futur, les stratégies ou les perspectives et les éventuelles mesures futures prises par le fonds sont aussi des énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs ne sont pas garants du rendement futur. Ces énoncés comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats et les réalisations réels du fonds diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés. Ces facteurs comprennent, sans s'y limiter, la conjoncture économique, la conjoncture des marchés et des entreprises en général, les fluctuations des prix des titres, des taux d'intérêt et des taux de change, les changements dans la réglementation gouvernementale et les événements catastrophiques.

La liste ci-dessus des facteurs importants qui peuvent influencer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive. Avant de prendre des décisions de placement, nous vous invitons à examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres.

Gestion globale d'actifs CIBC ne s'engage pas, et décline expressément toute obligation, à mettre à jour ou à réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement, avant la publication du prochain rapport de la direction sur le rendement du fonds.

Le présent document et son contenu ne peuvent être reproduits sans le consentement écrit de Gestion globale d'actifs CIBC.

Le rendement passé peut ne pas se reproduire et n'est pas garant du rendement futur.^{MD/MC} Le logo CIBC et « Gestion globale d'actifs CIBC » sont des marques de commerce de la Banque CIBC, utilisées sous licence. Gestion globale d'actifs CIBC est une marque sous laquelle Gestion d'actifs CIBC inc. exerce ses activités.